

Editorial 3+

Votre analyse de la situation politique et de la sécurité au niveau mondial



GLOBAL

Le « plan de paix pour Gaza » est-il réellement la solution définitive pour mettre fin aux différends entre le Hamas et Israël?

RÉGIONALE

Comment l'intention de partager des informations militaires avec le Venezuela pourrait-elle impacter la Colombie dans un contexte de tension entre le Venezuela et les États-Unis?

LOCAL

Quelles sont les implications pour la Colombie de ne plus disposer d'une ligne de crédit flexible avec le FMI, et comment cela pourrait-il affecter la sécurité humaine dans le pays ? Risques pour la stabilité de la population...



Le « plan de paix pour Gaza » est-il réellement la solution définitive pour mettre fin aux différends entre le Hamas et Israël?

Source: France24, 2023

Le « plan de paix pour Gaza », proposé par le président Donald Trump, vise à mettre un terme au conflit entre le Hamas et Israël,

deux ans après son déclenchement officiel. Ce plan prévoit un cessez-le-feu immédiat, la libération des otages palestiniens et israéliens, le retrait progressif des forces israéliennes de la bande de Gaza, ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition placé sous la supervision d'un « Conseil de la Paix » international présidé par M. Trump¹. Le projet inclut également la démilitarisation de Gaza, afin de neutraliser les capacités militaires du Hamas, tout en mettant l'accent sur le développement économique et la reconstruction de la région.

Par ailleurs, il stipule qu'Israël ne procéderait ni à l'occupation ni à l'annexion de Gaza — un élément inédit dans le cadre de ce conflit, souvent au cœur des désaccords entre les parties. Cependant, la mise en œuvre du plan dépend de l'adhésion de l'ensemble des parties concernées, en particulier du Hamas, qui a exprimé des réserves et rejeté les conditions ne prenant pas pleinement en compte la souveraineté palestinienne. Cet aspect est déterminant, car l'accord ne prévoit ni la participation politique du Hamas, ni celle de l'Autorité palestinienne (AP), dont le président,

bien que dépourvu d'un réel soutien populaire, demeure reconnu à l'international comme le représentant légitime du peuple palestinien. De plus, le texte se limite à mentionner le transfert éventuel de l'autorité du « Conseil de la Paix » à l'AP, sans préciser ni le calendrier ni les modalités de cette transition, laissant ainsi planer une incertitude sur la viabilité politique du dispositif proposé². Cela suggère la nécessité d'un dialogue plus large, incluant toutes les factions palestiniennes, afin de garantir une véritable souveraineté et un autogouvernement durable.

Cette situation engendre un climat d'incertitude quant à la viabilité réelle du plan pour mettre un terme au conflit. En particulier, bien que la première phase de l'accord ait déjà été signée, les échanges de tirs entre les deux parties se poursuivent.

Par ailleurs, les alliés historiques d'Israël se sont progressivement distancés de M. Netanyahu, allant jusqu'à reconnaître l'État palestinien afin d'exercer une pression en faveur de solutions alternatives.

The background of the page features a stylized representation of the Israeli flag, with horizontal stripes of orange, white, and green, and a red triangle at the top left. A black silhouette of barbed wire runs diagonally across the lower half of the image. A dark grey rectangular box is positioned on the right side, containing white text.

Cet isolement politique a considérablement réduit sa marge de manœuvre, le contraignant à négocier. De plus, la société israélienne elle-même, épuisée par la guerre, est descendue massivement dans la rue pour réclamer la fin du conflit. Enfin, le rôle de Donald Trump en tant que médiateur s'est révélé déterminant dans les avancées diplomatiques. Cependant, la perte de soutien international après l'attaque contre le Qatar a rendu intenable la "diplomatie de la force", augmentant le coût politique et stratégique pour Netanyahu³. Cela affecte la dynamique du pouvoir tant au niveau mondial que régional, ainsi que les alliances stratégiques et la perception internationale de la justice et de la paix au Moyen-Orient, avec des répercussions directes sur la stabilité et la coopération en matière de sécurité et de renseignement dans la région. Cependant, ces complexités rendent la fin définitive du conflit entre le Hamas et Israël toujours incertaine, même en présence d'accords formels, car ceux-ci ne traitent pas la dimension idéologique du conflit et s'inscrivent dans des systèmes de croyances profondément divergents, au sein d'un environnement régional qui demeure hautement instable et hostile. Finalement, on ne sait pas encore clairement comment la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État souverain pourrait mettre un terme à l'accord et exacerber les conflits futurs ou constituer la pierre angulaire permettant d'apaiser les vagues de violence, mais il est évident qu'elle jouera un rôle clé dans l'élaboration du plan de paix.



Régional

Comment l'intention de partager des informations militaires avec le Venezuela pourrait-elle impacter la Colombie dans un contexte de tension entre le Venezuela et les États-Unis ?

Le président Gustavo Petro a souligné la nécessité de partager des informations militaires avec le Venezuela afin de lutter contre le terrorisme dans la région du Catatumbo.

Ces déclarations, faites lors du dernier Conseil des ministres, ont suscité des inquiétudes au sein des milieux militaires et de la défense, en raison du risque potentiel d'exposition de données stratégiques concernant l'armée de l'air et les systèmes radar colombiens. Telle situation pourrait affaiblir la sécurité et l'intégrité nationale face aux groupes armés illégaux opérant le long de la frontière, mettant ainsi en question l'équilibre entre coopération régionale et souveraineté en matière de défense⁴. Principalement parce que les services de renseignement et de contre-espionnage du régime vénézuélien n'opèrent pas selon des principes démocratiques, mais remplissent plutôt une fonction répressive, tout en rencontrant des difficultés d'articulation et de coordination interne⁵.

De plus, des enquêtes indiquent que le régime de Maduro est impliqué dans le trafic de drogue et qu'il a favorisé certains groupes armés organisés (GAO), tels que l'ELN, qui utilisent le territoire vénézuélien comme zone d'expansion et position stratégique.



Source: The New York Times, 2025.

En contrôlant des corridors économiques clés pour des activités illégales, telles que l'exploitation illicite de minerais et le trafic de cocaïne entre les deux pays⁶. Par exemple, l'exploitation minière est soutenue par la Garde nationale vénézuélienne, et ceux qui avaient initialement expulsé de la zone des groupes comme l'ELN et la Segunda Marquetalia percevraient désormais présumément des « taxes » auprès des mineurs locaux, tirant profit de l'exploitation illégale de l'or⁷. Ainsi, le risque dépasse le simple aspect réputationnel, constituant une menace concrète pour la sécurité et la stabilité dans la région.

Bien que l'idée d'une intégration transfrontalière soit nécessaire pour le bien-être des populations, via des initiatives économiques, sanitaires et éducatives, comme cela a été proposé dans la Zone Binationale de "Paix, union et développement", cette

approche repose sur un principe fondamental : « pour intégrer les frontières, il faut d'abord les contrôler ». Il est important de souligner que la Colombie n'exerce pas de contrôle effectif sur sa frontière, tandis que le Venezuela a délégué ce contrôle au crime organisé⁸, cela génère une incertitude accrue pour la sécurité nationale. Dans ce cadre, un autre inconvénient à prendre en considération est que les régimes autoritaires, comme celui du Venezuela, ne constituent pas des alliés fiables. En effet, ils ne disposent pas de mécanismes de poids et contrepoids, manquent d'un secteur privé indépendant, libre de toute loyauté envers le gouvernement, et les décisions étatiques reposent sur les préférences du Nicolas Maduro plutôt que sur le bien-être du pays.

Ainsi, la transmission d'informations classifiées relatives à la sécurité nationale doit avant tout se faire avec un allié digne de confiance, et seulement lorsque l'on a la certitude que les accords seront respectés⁹.

De plus, cette coopération militaire avec le Venezuela pourrait avoir des répercussions négatives sur les relations de la Colombie avec ses alliés stratégiques, qui pourraient suspendre la coopération militaire et limiter le soutien en matière de défense, de technologie et de ressources⁹. En effet, la Colombie n'est pas seulement un Partenaire Global de l'OTAN, mais également un allié militaire non-OTAN des États-Unis et un partenaire indispensable pour de nombreux États¹⁰. Même malgré la décertification des États-Unis à l'égard de la Colombie, les forces militaires continuent de recevoir une assistance financière, car pour les États-Unis, la relation reste fondamentale. Cela met en tension la position stratégique de la Colombie dans la région ainsi que sa capacité à faire face aux menaces transnationales. Par ailleurs, la déclaration formelle des États-Unis indiquant qu'ils sont en "conflit armé non international" contre les cartels de drogue opérant dans les Caraïbes marque un changement radical dans leur stratégie antidrogue, passant d'opérations policières axées sur les saisies et l'éradication des cultures à des actions militaires létales, impliquant forces armées conventionnelles, drones armés et frappes navales, avec un accent particulier sur les navires opérant à proximité du Venezuela.

En somme, la guerre des États-Unis contre les cartels dans les Caraïbes militarise la région, avec des risques d'escalade de la violence et des tensions. Dans ce contexte, la coopération de la Colombie avec le Venezuela pour le partage d'informations militaires affecte à la fois la sécurité nationale et les relations internationales du pays, engendrant des risques de perte de soutien et une vulnérabilité accrue face aux menaces transnationales dans un environnement régional très volatil.

Quelles sont les implications pour la
Colombie de ne plus disposer d'une ligne
de crédit flexible avec le FMI, et
comment cela pourrait-il affecter la
sécurité humaine dans le pays ? Risques
pour la stabilité de la population...

LOCAL

La Colombie a choisi de mettre fin de manière anticipée à son accord de Ligne de Crédit Flexible (LCF) avec le Fonds Monétaire

International (FMI) à compter du 1er octobre 2025, considéré davantage comme un mécanisme de soutien à la stabilité qu'un prêt classique. Cette décision repose sur la solidité actuelle de la liquidité et des réserves internationales du pays, qui s'élèvent à environ 65,5 milliards de dollars¹¹. De même, le FMI prévoit que l'économie colombienne connaîtra une croissance de 2,5 % en 2025. Il convient également de prendre en compte la suspension de l'accès aux ressources de la LCF depuis avril 2025, le FMI ayant conclu que la Colombie ne satisfait plus pleinement aux critères de solidité du cadre de politique économique, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la capacité de paiement de l'économie colombienne.

Il convient également de prendre en compte la suspension de l'accès aux ressources de la LCF depuis avril 2025, le FMI ayant conclu que la Colombie ne satisfait plus pleinement aux critères de solidité du cadre de politique économique, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la capacité de paiement de l'économie colombienne. Face à cette situation, l'administration a décidé de mettre fin définitivement à ce mécanisme, marquant ainsi la fin de plus de dix années pendant lesquelles la Colombie faisait partie d'un groupe exclusif d'économies considérées comme fiables par l'institution internationale¹². Cette annulation implique que la Colombie perd sa garantie financière immédiate pour faire face aux crises externes, ce qui peut accroître sa vulnérabilité aux chocs économiques et renchérir l'accès aux ressources internationales.

En effet, la LCF fonctionnait comme une "bouée de sauvetage" pour la ColPetro, garantissant un accès rapide aux dollars en cas d'urgence. Ainsi, il s'agit moins d'un risque pour l'administration de Gustavo Petro que d'un risque pour les gouvernements futurs. Le ministre des Finances, Germán Ávila, a souligné que l'administration avait déjà exprimé ne pas souhaiter poursuivre cette ligne de crédit : « La maintenir signifiait payer des

commissions excessives qui n'étaient pas avantageuses » .

commissions excessives qui n'étaient pas avantageuses »¹³. Sans ce soutien, la Colombie pourrait faire face à des coûts de financement plus élevés et à une augmentation des primes de risque, ce qui pourrait affecter la stabilité macroéconomique dans des scénarios d'incertitude mondiale ou d'instabilité régionale. Le problème principal n'est pas la perte de capital, car la liquidité actuelle est satisfaisante, mais plutôt la perte de confiance que la LCF offrait aux investisseurs. Étant un symbole de solidité économique, elle rendait le pays plus attractif pour les investissements étrangers.





Source: Dahana Ospina/INFOBAE 2025

Sans elle, le pays dépend davantage de ses décisions fiscales et politiques pour maintenir cette confiance sur le marché, ce qui indique la nécessité d'ajustements structurels afin de restaurer la confiance des organismes internationaux.

Dans ce contexte, on peut s'attendre à une pression fiscale accrue ainsi qu'à des coûts liés au financement externe, ce qui pourrait limiter la capacité de l'État à investir dans les programmes sociaux, la santé, l'éducation et la protection sociale, essentiels pour améliorer les conditions de vie de la population et maintenir la base électorale du gouvernement actuel.

De plus, en cas de futures crises économiques ou financières, l'absence d'un soutien financier immédiat pourrait se traduire par des réductions budgétaires ou des difficultés à maintenir des politiques publiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités, affectant particulièrement les populations vulnérables¹⁴. En dépit de la croissance économique, les disparités régionales et sociales persistent,

rendant difficile l'assurance d'une sécurité économique pleine. Bien que l'État ait réalisé des progrès dans la mise en œuvre de politiques structurelles, l'insécurité alimentaire, la pauvreté et le manque de mobilité sociale restent des défis majeurs, aggravés par des facteurs tels que la violence et la mauvaise exécution des budgets.

Selon Ávila, il s'agissait néanmoins de l'une des nombreuses alternatives de financement disponibles pour la Colombie, et étant donné que le pays n'avait pas l'intention d'utiliser cette ligne de crédit, son annulation n'affecte pas l'estimation du budget pour l'année prochaine. Le ministre a toutefois souligné que, en cas de situations exceptionnelles, un "coussin" existe pour garantir la sécurité du pays et des marchés. Cependant, la politique de sécurité humaine et de développement du gouvernement, ainsi que la capacité de l'État, dépendent du contexte fiscal et financier, qui fait désormais face à des contraintes accrues.

RÉFÉRENCES CROISÉES

1. El Colombiano. (2025, 9 octubre). Lo que se sabe de la primera fase del plan de paz entre Israel y Hamás: cese el fuego e intercambio de rehenes por prisioneros | El Colombiano. El Colombiano.
<https://www.elcolombiano.com/internacional/paz-israel-hamas-detalles-acuerdo-primera-fase-liberacion-rehenes-cese-el-fuego-EH29847056>
2. El Colombiano. (2025, 22 septiembre). ¿Quién gobernará en Palestina si se reconoce como Estado en la ONU? | El Colombiano. El Colombiano.
<https://www.elcolombiano.com/internacional/quien-gobernara-palestina-si-es-reconocida-como-estado-en-onu-FL29332241>
3. Borda, S. (2025, 9 octubre). ¿Qué significa el acuerdo para terminar el conflicto en Gaza? Sandra's Substack.
<https://sandraborda.substack.com/p/que-significa-el-acuerdo-para-terminar>
4. García Sierra, J. C. (2025, 1 octubre). Gustavo Petro pide compartir inteligencia con Venezuela: ¿acción riesgosa para Colombia? Colombia.com.
<https://www.colombia.com/actualidad/politica/gustavo-petro-propone-que-colombia-comparta-informacion-de-inteligencia-con-venezuela-540606>
5. Víctor M. Mijares en: Solano, C (Presentador). (2025, 2 de octubre). El presidente Petro sugiere compartir información de inteligencia militar con Venezuela ¿Cuáles pueden ser los escenarios? (Núm. 581) [Episodio de pódcast de audio]. En El café de hoy. EL TIEMPO.
https://open.spotify.com/episode/51tLxwtJiP5VIGjwEHZJqQ?si=by5QiO2fQgid_G3C7E2ghQ
6. Víctor M. Mijares en: El café de hoy. EL TIEMPO. (2025, 2 de octubre).
7. La Silla Vacía. (2025, 7 octubre). Colombia y Venezuela firman memorando de zona binacional en Amazonía.
<https://www.lasillavacia.com/silla-amazonia/amazonia-en-breve/colombia-y-venezuela-firman-memorando-de-zona-binacional-en-amazonia/>
8. La Silla Vacía. (2025, 7 octubre). Colombia y Venezuela firman memorando de zona binacional en Amazonía.
<https://www.lasillavacia.com/silla-amazonia/amazonia-en-breve/colombia-y-venezuela-firman-memorando-de-zona-binacional-en-amazonia/>
9. Borda en: Forbes. (2025, 24 julio). ¿Por qué la nueva zona económica binacional con Venezuela divide a Colombia en un debate político? Forbes Colombia.
<https://forbes.co/2025/07/24/actualidad/por-que-la-nueva-zona-economica-binacional-con-venezuela-divide-a-colombia-en-un-debate-politico>
10. Víctor M. Mijares en: El café de hoy. EL TIEMPO. (2025, 2 de octubre).
11. Vanguardia. (2025, 1 octubre). Colombia cancela acceso a línea de crédito del FMI: ¿qué significa para la economía del país? www.vanguardia.com.
<https://www.vanguardia.com/economia/2025/10/01/colombia-cancela-acceso-a-linea-de-credito-del-fmi-que-significa-para-la-economia-del-pais>
12. SEMANA. (2025, 6 octubre). Colombia se despide del respaldo del FMI: esto es lo que significa la cancelación de la Línea de Crédito Flexible. Semana.com. Últimas Noticias de Colombia y el Mundo.
<https://www.semana.com/economia/macroeconomia/articulo/colombia-se-despide-del-respaldo-del-fmi>
13. El Espectador. (2025, octubre). Colombia canceló línea de crédito flexible del FMI: qué hay detrás de la decisión. El Espectador | MSN. <https://www.msn.com/es-co/dinero/noticias/colombia-cancela-credito-fmi>
14. Pulzo. (2025, 1 octubre). Colombia canceló crédito con poderosa entidad financiera y no accederá a millonaria cifra. pulzo.com.
<https://www.pulzo.com/economia/colombia-cancelo-linea-credito-flexible-con-fmi-cuanto-era-PP4819029A>

RÉFÉRENCIAS

- Borda, S. (2025, 9 octubre). ¿Qué significa el acuerdo para terminar el conflicto en Gaza? Sandra's Substack.
<https://sandraborda.substack.com/p/que-significa-el-acuerdo-para-terminar>
- El Colombiano. (2025, 9 octubre). Lo que se sabe de la primera fase del plan de paz entre Israel y Hamás: cese el fuego e intercambio de rehenes por prisioneros | El Colombiano. El Colombiano.
<https://www.elcolombiano.com/internacional/paz-israel-hamas-detalles-acuerdo-primera-fase-liberacion-rehenes-cese-el-fuego-EH29847056>
- Europa Press. (2025, 17 agosto). Más de 200.000 personas piden a Netanyahu en Tel Aviv que anteponga las vidas de los rehenes a la ofensiva. . . europapress.es.
<https://www.europapress.es/internacional/noticia-mas-200000-personas-piden-netanyahu-tel-aviv-anteponga-vidas-rehenes-ofensiva-gaza-20250817190853.html>
- Flórez, L. J. (2025, 1 octubre). Colombia cancela acceso a línea de crédito del FMI: ¿qué significa para la economía del país? www.vanguardia.com.
<https://www.vanguardia.com/economia/2025/10/01/colombia-cancela-acceso-a-linea-de-credito-del-fmi-que-significa-para-la-economia-del-pais/#:~:text=El%20Gobierno%20dice%20que%20no%20necesita%20cr%C3%A9dito%20del,expuesto%3A%20es%20un%20riesgo%20para%20los%20pr%C3%B3ximos%20gobiernos.>
- García Sierra, J. C. (2025, 1 octubre). Gustavo Petro pide compartir inteligencia con Venezuela: ¿acción riesgosa para Colombia? Colombia.com.
<https://www.colombia.com/actualidad/politica/gustavo-petro-propone-que-colombia-comparta-informacion-de-inteligencia-con-venezuela-540606>
- La Nación. (2025, 7 octubre). EEUU sopesa próximas acciones contra Venezuela tras declararse en guerra contra cárteles. LA NACION.
<https://www.lanacion.com.ar/estados-unidos/eeuu-sopesa-proximas-acciones-contra-venezuela-tras-declararse-en-guerra-contr-a-carteles-nid07102025/>
- La Patria. (2025, 25 julio). La nueva zona económica binacional con Venezuela divide a Colombia en un debate político. La Patria.
<https://www.lapatria.com/nacional/la-nueva-zona-economica-binacional-con-venezuela-divide-colombia-en-un-debate-politico>
- La Silla Vacía. (2025, 7 octubre). Colombia y Venezuela firman memorando de zona binacional en Amazonía.
<https://www.lasillavacia.com/silla-amazonia/amazonia-en-breve/colombia-y-venezuela-firman-memorando-de-zona-binacional-en-amazonia/>
- Mantilla, J. (2025, 27 julio). Zona binacional con Venezuela podría fortalecer el control del ELN. La Silla Vacía.
<https://www.lasillavacia.com/red-de-expertos/red-de-la-paz/zona-binacional-con-venezuela-podria-fortalecer-el-control-del-eln/>
- Pulzo. (2025, 1 octubre). Colombia canceló crédito con poderosa entidad financiera y no accederá a millonaria cifra. pulzo.com.
<https://www.pulzo.com/economia/colombia-cancelo-linea-credito-flexible-con-fmi-cuanto-era-PP4819029A>
- Quintero Martínez, K. V. (2025, octubre). Colombia canceló línea de crédito flexible del FMI: qué hay detrás de la decisión. El Espectador | MSN.
<https://www.msn.com/es-co/dinero/noticias/colombia-cancel%C3%B3-l%C3%ADnea-de-cr%C3%A9dito-flexible-del-fmi-qu%C3%A9-hay-detr%C3%A1s-de-la-decisi%C3%B3n/ar-AA1NCiCd>
- Rodríguez Parrado, J. C. (2025, 2 octubre). Mayor de la reserva calificó como una amenaza “directa” e “inmediata” la relación entre el Gobierno de Petro y la dictadura de Maduro. Infobae.
<https://www.infobae.com/colombia/2025/10/02/mayor-de-la-reserva-califico-como-una-amenaza-directa-e-inmediata-la-relacion-entre-el-gobierno-de-petro-y-la-dictadura-de-maduro/>
- SEMANA. (2025, 6 octubre). Colombia se despide del respaldo del FMI: esto es lo que significa la cancelación de la Línea de Crédito Flexible. Semana.com. Últimas Noticias de Colombia y el Mundo.
<https://www.semana.com/economia/macroeconomia/articulo/colombia-se-despide-del-respaldo-del-fmi-esto-es-lo-que-significa-la-cancelacion-de-la-linea-de-credito-flexible/202552/>
- Solano, C. (Presentador). (2025, 2 de octubre). El presidente Petro sugiere compartir información de inteligencia militar con Venezuela ¿Cuáles pueden ser los escenarios? (Núm. 581) [Episodio de pódcast de audio]. En El café de hoy. EL TIEMPO.
https://open.spotify.com/episode/51tLxwtJiP5VIGjwEHZJqQ?si=by5QiO2fQgid_G3C7E2ghQ
- Staff, F. (2025, 24 julio). ¿Por qué la nueva zona económica binacional con Venezuela divide a Colombia en un debate político? Forbes Colombia.
<https://forbes.co/2025/07/24/actualidad/por-que-la-nueva-zona-economica-binacional-con-venezuela-divide-a-colombia-en-un-debate-politico>
- Valencia Ríos, B. F. (2025, 22 septiembre). ¿Quién gobernará en Palestina si se reconoce como Estado en la ONU? | El Colombiano. El Colombiano.
<https://www.elcolombiano.com/internacional/quien-gobernara-palestina-si-es-reconocida-como-estado-en-onu-FL29332241>